

RÉDACTION  
ET  
BUREAU D'ABONNEMENTS  
Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

Abonnement à la **Gazette de Lausanne** jusqu'au 31 décembre

**3 francs.**

**A l'étranger, 5 francs.**

LAUSANNE, 7 novembre 1891.

## BULLETIN POLITIQUE

C'est une histoire encore un peu trouble que celle du coup d'Etat brésilien.

On se rappelle comment la « république » a été proclamée par un certain nombre d'officiers, entre autres par le général da Fonseca, qui passait pour un chef conservateur. Ces soldats ont été suivis de cinq mille soldats, en grande majorité malheureux nègres enrôlés de force, ou délinquants et criminels condamnés à un certain nombre d'années de service, comme en Europe ils l'eussent été aux travaux forcés. Dans la nuit du 15 au 16 novembre 1889, l'empereur fut surpris et embarqué pour l'Europe. Un gouvernement provisoire composé d'inconnus, quelques-uns affublés de noms célèbres — l'un d'eux n'avait-il pas l'immodeste fantaisie de se faire appeler Benjamin Constant ! — s'est emparé du pouvoir. Ces messieurs se sont tous nommés généraux. Leur président, qui aurait pu prendre le nom de Georges-Ernest Boulanger à meilleur droit que son collègue celui du grand parlementaire de la Restauration, — s'est proclamé généralissime.

Ils ont ainsi gouverné dans le plus complet arbitraire et fait bombance pendant huit mois, sans la moindre apparence de sanction légale. Le 22 juin 1890, ils ont proclamé une constitution calquée sur celle des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Enfin, le 16 septembre de cette même année, ils ont fait des élections. Ce qu'elles ont été, sincères, on peut en juger. Un tiers des électeurs inscrits y ont pris part ; les partis hostiles à la révolution se sont abstenus et les dépêches officieuses de Rio-de-Janeiro ont appris à l'Europe que tous les élus étaient gouvernementaux.

Et cependant le généralissime n'a pas pu faire ménage avec ces chambres introuvables. Il vient de les dissoudre, par un droit qu'il avait omis de s'octroyer dans la constitution. Celle-ci a du reste été abrogée et le Brésil jouit des douceurs de la loi martiale, de l'état de siège et des déportations en masse par voie de commissions administratives, à l'instar des fameuses commissions mixtes du second empire. La cause de ce conflit n'est pas difficile à indiquer : les députés ont voulu leur part au gâteau. Les prétextes invoqués et télégraphiés en Europe varient.

Les uns prétendent que le congrès conspirait en faveur de la restauration de l'empire. C'est une mauvaise farce. Dom Pedro est vieux et malade. Il vit en France dans la plus complète retraite, s'occupe le moins possible des affaires de ses ci-devant Etats, n'en parle jamais, même à son entourage, et se tient sans doute heureux d'avoir déposé sa couronne d'épines. Quelques dépêches nous racontent exactement le contraire : A les en croire, c'est Deodoro qui, nouveau Monk, songe à donner le trône au petit-fils de dom Pedro, un enfant de treize ans, en gardant pour lui la régence.

## FEUILLETON DE LA GAZETTE

### L'HÉRITIÈRE

par HENRY GRÉVILLE

Bazoche s'appelait Gustave Merlin : Merlin l'Enchanteur, disaient ses camarades, parce qu'il était aimable et poète. Ce surnom ne suffisait pas, à ce qu'il paraît, on l'avait baptisé Bazoche, avec un z, parce que cette orthographe était plus élégante, et principalement parce qu'il était venu jadis à Paris pour faire son droit.

Doué d'une jolie figure et d'un goût très vif pour la littérature et l'art, Bazoche avait bientôt pris le droit en horreur. Il appartenait à la grande famille de ceux qui nés pour ne rien faire, et dont la vocation se trouve contrariée par la fortune adverse.

Un oncle, qui s'était chargé de veiller sur lui quand il était devenu orphelin, l'avait mis au lycée de sa ville natale ; le jeune homme avait passé son baccalauréat à dix-huit ans, d'une façon brillante ; alors l'oncle l'avait expédié à Paris pour ne plus avoir à s'en occuper. Comme il avait une fille, il avait probablement jugé prudent de couper court à toute velléité de mariage entre une demoiselle si bien dotée et l'Enchanteur, qui n'avait que le bien de sa mère, c'est-à-dire environ six cents francs de rente.

La jeune fille avait épousé un notaire, l'oncle était mort. Bazoche était resté à Paris.

Il faisait des vers, qu'il recitait à ses camarades ; il avait publié deux ou trois articles dans une revue éphémère ; il donnait, par-ci par-là, une leçon qui lui permettait de ne pas mourir de faim. Étant rentier, d'ailleurs, il jouissait d'une certaine considération, et de temps en temps un ami besogneux demandait à lui emprunter un louis.

A de telles demandes, jadis il avait répondu en

Cela n'est pas plus vraisemblable. Si Deodoro songe à faire un empereur, il s'adressera à lui-même. Souloque a bien été couronné !

D'autres disent que le généralissime et les députés n'ont pu se mettre d'accord sur l'étendue du droit de veto inscrit dans la constitution. Le prétexte est plus plausible. Mais il est superflu d'observer qu'il ne constitue nullement une excuse pour le dictateur. Le rôle de celui-ci était d'exécuter les décisions du pouvoir législatif et non de s'insurger contre elles.

D'emblée le gouvernement brésilien avait pris rang parmi les plus mauvais parmi les pires de l'Amérique du Sud. Il avait favorisé l'éclosion d'une nuée de lanceurs d'affaires après à la curée. D'innombrables faveurs et concessions ont été accordées à ces gens sans aveu, on devine à quel prix. Ces « entreprises » ont servi de prétexte à la fondation de non moins innombrables banques, compagnies et sociétés de tous genres. Les capitaux engagés, pour la seule année 1890, dans ces coupe-gorges de toutes dénominations montent au chiffre fabuleux de trois milliards sept cent soixante-quinze millions de francs. En même temps, l'émigration était sollicitée en Europe par des agents sans scrupules, payés à tant la tête d'homme rendue au Brésil. Des milliers et des milliers de malheureux ont été victimes de cette odieuse exploitation, attirés par de fausses promesses, dépouillés du peu qu'ils avaient, enrégimentés enfin, grâce à leur absolu dénuement, par les grands planteurs pour lesquels ils ont remplacé le « bois d'ébène ». L'empire avait aboli l'esclavage des noirs ; M. Deodoro da Fonseca a fait ou laissé trafiquer des blancs dans des proportions jusqu'ici inconnues. Le journal *Paris* a publié à ce sujet, il y a quelques semaines, une série d'articles contenant des révélations stupéfiantes.

On devine ce qu'un pareil régime a dû faire du trésor public. La dilapidation n'y a pas connu de bornes. Tous les amis se sont gorgés et les caisses sont vides. Deodoro a déjà fabriqué des montagnes de papier-monnaie, avec cours obligatoire.

Que va faire le Brésil en présence du nouveau coup d'Etat ? On voudrait pouvoir espérer que Deodoro trouvera devant lui la même résistance que Balmaceda, dont il copie les procédés. Mais le Chili est autrement trempé que le Brésil. Celui-ci est d'une extrême indolence et ne risque volontiers ni sa peau ni sa liberté. Il a laissé tomber l'empereur, qui passait quinze jours avant pour un des souverains les plus populaires du monde et méritait certainement de l'être, sans lever un doigt pour le défendre. Il serait surprenant qu'il prit feu pour les droits conférés à des députés élus de la fraude, par une constitution œuvre arbitraire de quelques rastaquouères sans mandat.

Il faut en tout cas se méfier des nouvelles de Rio-de-Janeiro. Le télégraphe est aux mains du dictateur qui nous renseignera sans doute avec la même véridité que Balmaceda quand il détenait Santiago et Valparaíso et avait fait couper par l'amiral américain Brown le fil qui reliait au monde les congressistes défenseurs de la loi.

Ce qui se passe au Brésil ne peut laisser indifférentes ni l'Angleterre, qui a confié à ce pays d'importants capitaux, — ni la France, qui avait un peu naïvement pris au sérieux la jeune république et entretenait avec elle des rapports très actifs, — ni l'Allemagne, dont les ressortissants patients et tenaces ont fondé labas de florissantes colonies et avaient fait de cer-

taines provinces, le Rio Grande do Sul entre autres, les plus riches et les plus prospères de l'Amérique du Sud.

### Inconstitutionnalités.

Quelques journaux contestent au Conseil fédéral la compétence de créer une « Commission de la Défense nationale » parce qu'aucune loi ne la prévoit. Ce scrupule nous paraît peu fondé. Il est d'ailleurs né du fait que l'on prête à la dite commission des attributions « administratives », tandis que la décision du Conseil fédéral porte, en termes expressés, que la commission sera un collège exclusivement consultatif qui ne modifiera en aucune façon les responsabilités et les attributions du chef du département militaire.

L'article 104 de la constitution autorise expressément le Conseil fédéral et ses départements « à appeler des experts pour des objets spéciaux ».

An reste, de pareilles commissions consultatives existent déjà depuis longtemps, sans que jamais on les ait critiquées du fait que la loi ne les mentionne pas ; ainsi la commission des fortifications et la commission d'artillerie.

Et cela ne se voit pas au département militaire seulement.

En 1887, le Conseil fédéral a institué une commission relevant du département de l'intérieur, « pour la conservation des monuments historiques ». Aucune loi ne la prévoit.

Tout récemment encore, sur la proposition du département fédéral de justice et police, le Conseil fédéral a créé un conseil des poursuites dont aucune loi à notre connaissance ne fait mention. Et pourtant ce conseil des poursuites sera appelé à donner son avis sur des interprétations authentiques de la loi, sur de délicates questions de droit, sur des recours touchant à la propriété et à des conflits de bien et de mal. En fait, il sera un vrai tribunal administratif dont le Conseil fédéral ne pourra guère qu'enregistrer et contresigner les arrêts.

Et pourtant, aucun des journaux qui ont senti leurs susceptibilités constitutionnelles froissées par la création d'une commission de la Défense nationale n'a fait d'observation que nous sachions au sujet de la création du conseil de la poursuite.

C'est sans doute, s'il n'y a qu'une seule constitution, qu'il y a à département et département.

### Un Suisse expulsé d'Alsace.

On nous écrit de Bâle :

« Tous les journaux ont rapporté récemment les discours prononcés par M. Jules Ferry et par M. Méline lors de l'inauguration du chemin de fer de St-Maurice à Bussang dans les Vosges. C'étaient deux discours de revanche, qui semblaient sonner une fanfare de guerre. Bussang est pour ainsi dire à une portée de fusil de la frontière qui depuis 1871 coupe la ligne des Vosges en deux. Était-il de bon goût, était-il prudent, surtout au point de vue du maintien de la paix, de prononcer les paroles que MM. Ferry et Méline ont fait entendre ? On serait tenté d'en douter en constatant que la presse française ne s'est occupée des deux harangues que pendant vingt-quatre heures (1).

» Malheureusement, dans leurs relations, les journaux ont signalé le fait que, parmi les

(1) Il s'agissait de l'inauguration d'un chemin de fer local, à laquelle MM. Jules Ferry et Méline assistaient comme membres du Conseil général du département des Vosges. Nous avons lu leurs discours à la troisième page des journaux de Paris et avouons qu'ils ne nous ont point frappés. Comme toutes les manifestations oratoires des derniers mois, ils célébraient l'entente avec la Russie, mais ils la présentaient comme une garantie de paix. Du reste, M. Méline est le contraire d'un homme belliqueux, et M. Jules Ferry a été renversé du pouvoir comme suspect de sympathies pour l'Allemagne et parce que la presse officielle allemande lui prodiguait son appui. (Red)

continua de travailler. Il traça encore quelques lignes, d'une main blanche et frêle, qui courait sur le papier comme une petite souris, puis s'arrêta et posa la plume.

— Bonjour, Bellet, dit-il, que me veux-tu ?

— Je suis venu te voir, fit le visiteur ; il y a si longtemps qu'on ne s'est vu !

— Quelle heure est-il ? demanda l'Enchanteur. Pas neuf heures ? Tu t'es levé si matin pour voir un canarade ? Tu as donc besoin de moi ?

Aristide n'était pas prompt à la riposte. C'était une des perfections qui lui manquaient et bien des fois il l'avait déploré. Pour se donner le temps de trouver une répartie, il regarda par l'unique fenêtre de la petite chambre.

— Mazette ! fit-il, presque malgré lui, tu as une belle vue !

La vue était merveilleuse, en effet. Paris s'étendait sous la fenêtre comme la carte immense d'un pays vu à vol d'oiseau. Les grands monuments, l'Opéra, la tour Saint-Jacques, le Panthéon, émergeaient en masses énormes d'un océan de maisons grises ; les fumées matinales, éclairées par un joli soleil d'hiver, s'enroulaient au pied des églises comme l'encens des encensoirs, les toits miroitaient, la palette d'un rayon dans une vitre éclatante et là, avec la gaieté d'un son de trompette.

— J'ai une vue ! répondit Bazoche, mais je n'ai que cela. Pas de feu, aujourd'hui.

— Il ne fait pas très froid, dit Bellet, en manière de consolation, en fourrant ses mains dans ses poches.

Il chercha de l'œil où s'asseoir, mais l'unique chaise était occupée par l'Enchanteur, qui ne témoignait aucun désir de s'en priver pour lui. Ce que voyant, Aristide se dirigea vers la couche basse, soigneusement faite, composée d'un lit-cage, d'un matelas et d'un mince couvre-pied qui cachait les draps.

— Ne marche pas sur mes feuilles, dit Bazoche en le suivant de l'œil.

— Qu'est-ce que tu fais ? Un gros travail ?

convives de Bussang, auditeurs des deux discours, se trouvaient deux industriels alsaciens, M. Dreyer et M. Edouard Gros, de Wesseling.

» La *Post*, de Strasbourg, et après elle d'autres journaux nourris de la manne officielle, ont saisi la balle au bond et demandé aussitôt qu'une peine exemplaire fût infligée aux deux Alsaciens. Le gouvernement allemand n'ayant pas sévi immédiatement on semblait l'accuser de tiédeur ; la *Post*, qui est coutumière de ce genre de dénonciation, invitait toute la presse à faire bonne garde et à signaler patriotiquement tous individus coupables de délits, petits ou grands, de lèse-germanisme.

» Nous autres, habitants de la frontière, nous connaissons ces manières-là. Quand la presse bien pensante arbore ainsi le drapeau de la délation, ce n'est que le prélude des sévérités gouvernementales. La *Post* demandait que M. Dreyer, juge suppléant au tribunal cantonal de St-Amarin, fût révoqué de ces fonctions honorifiques. Quant à M. Gros, qu'on pouvait faire déguerpir sans appliquer le fameux article 10, qui donne au Statthalter des pouvoirs dictatoriaux, M. Gros étant Suisse, il fallait, selon la *Post*, l'expulser sans pitié.

» Les paroles de la *Post* étaient plus qu'une menace : c'était une prédiction à coup sûr, dictée par les bureaux de l'administration de l'Etat. Et, en effet, le surlendemain M. Dreyer était révoqué de ses fonctions de juge. Et encore deux jours après, M. Edouard Gros recevait signification d'un arrêt d'expulsion.

» Les dénonciations de la *Post* avaient pu faire croire que M. Gros n'est qu'un Suisse d'occasion, c'est-à-dire un ancien Alsacien, naturalisé Suisse après la guerre de 1870. Pas du tout. Le père de M. Gros était Genevois. Etant venu s'établir en Alsace comme industriel et y ayant fait souche, il a pris grand soin de conserver à ses enfants la nationalité de son pays d'origine, et c'est ainsi que M. Edouard Gros, l'expulsé, se trouve être Suisse, tout ce qu'il y a de plus Suisse. Ajoutons qu'il est arrivé à un âge où l'on a généralement plus soif de repos que de guerre, car il a passé soixante-dix ans. S'il s'est rendu à la fête de Bussang, ce n'était pas pour faire une manifestation imprudente, mais à la suite d'une invitation qu'il avait reçue comme voisin. Bussang sur France et Wesseling en pays d'empire faisaient jusqu'il y a vingt et un ans, partie du même pays, et entre les hommes des deux contrées voisines, de la génération de M. Gros, il existe encore de vieilles relations de parenté, d'amitié et d'affaires. Il était d'autant plus naturel que les gens de Bussang invitasent leurs amis de Wesseling à l'inauguration de la voie ferrée et que ceux-ci s'y rendissent que l'on a espéré autrefois que le chemin de fer serait prolongé au delà de Bussang jusqu'à Wesseling pour remplacer la route qui relie aujourd'hui les deux versants des Vosges.

» Le crime de M. Edouard Gros n'est point d'avoir prononcé un discours à la fête de Bussang, car il n'y a pas pris la parole, mais d'avoir laissé passer sans protester les harangues de MM. Ferry et Méline. M. Gros, septuagénaire, est donc expulsé de son foyer domestique, des lieux où il est né et où sa carrière s'est écoulée, pour avoir été l'auditeur, volontaire ou involontaire, de paroles désagréables à l'Allemagne.

» MM. Gros et Dreyer, disent la *Post* et consorts, auraient dû s'insurger contre les discours qu'ils venaient d'entendre. Mais le bon sens le plus vulgaire ne montre-t-il pas

— Un roman : quatre cents pages, en petit caractère. Ils en auront pour longtemps à le lire, va !

— Qui ça ?

— Les lecteurs du bienheureux journal qui le publiera en feuilleton.

— Quel journal ?

L'Enchanteur fit un geste de parfaite insouciance.

— Cela ne me regarde pas, dit-il froidement.

— Alors, les affaires vont bien ? demanda Bellet un peu désappointé.

Bazoche appuya son coude sur la table et fixa sur lui le regard de deux yeux bleus très ouverts et très honnêtes.

— Ça t'ennuie, hein ? fit-il.

— Mais non, ça ne m'ennuie pas du tout ; tu sais bien que je me réjouis toujours de ce qui te fait plaisir.

— Farceur ! dit Bazoche, avec une expression plus amère que celle que Léon avait mise sur le même mot. Tu as besoin de moi ? Dépêche-toi ; je ne puis pas perdre mon temps ; mon temps, c'est de l'argent, une fois par hasard, sans que cela m'engage à rien. Qu'est-ce qu'il te faut ?

— Eh bien, fit Aristide, non sans hésitation, voilà : je voudrais me remettre à la poésie.

Bazoche éclata de rire ; les feuilles éparpillées autour de lui s'envolèrent et tombèrent sur le plancher, pendant qu'une loux creuse remplaçait son rire. Aristide resta parfaitement calme.

— Ah ! tu veux te remettre à la poésie ? répéta Bazoche quand il se fut essuyé les yeux. Quelle drôle d'idée ! Tu as donc fait un héritage ?

Sans s'arrêter à relever cette plaisanterie inconvenante, Bellet reprit :

— Pourquoi ne recommencerais-tu pas à faire des vers ? Ça m'a réussi une première fois. Et j'ai dans ma poche quelque chose que je venais te montrer, parce que tes conseils...

Bazoche étendit la main avec le geste de Mucius Scévola.

— Ecoute, Bellet, dit-il, je veux bien faire affaire

que M. Edouard Gros, en sa qualité de simple invité, n'ait pas qualité pour réprimander les orateurs qui s'étaient fait entendre, et voit-on ce vieillard monter à la tribune et, au milieu d'une fête où vibrerait le patriotisme français, dire des choses désagréables aux Français ?

» On reproche aussi à M. Gros d'avoir occupé une place d'honneur au banquet de Bussang. Evidemment M. Gros était à une place d'honneur, car, en France, on n'a pas l'habitude de placer les invités au petit bout de la table, et ici encore nous ne voyons pas où est le crime.

» Si M. Gros avait commis un discours de revanche, nous comprendrions qu'on le frappât d'une peine très dure, surtout si ce discours avait été prononcé sur terre étrangère. Mais le simple fait d'avoir entendu de pareils discours n'est pas un crime prévu dans le code pénal et qu'on puisse punir de quelques années de Magdebourg ou de Spandau. Des lors, on a procédé administrativement et on a appliqué la peine la plus dure, l'expulsion brutale et immédiate. M. Gros est frappé pour les sentiments que les discours de MM. Ferry et Méline peuvent avoir éveillé dans son cœur, s'il ne les y nourrissait déjà. La peine qui le frappe est donc la négation flagrante de la liberté de penser.

» L'ancien droit pénal allemand ne réprimait que les actions coupables... le nouveau droit administratif allemand frappe les pensées et les sentiments qui pourraient s'être produits.

### Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 6 novembre.

Le groupe radical. — Discussion du budget de la guerre. — Bourse meilleure. — L'assassin de la rue de Charonne.

Vous avez sans doute rendu compte de la réunion préparatoire du groupe radical. Elle ne semble pas avoir atteint complètement le but que ses organisateurs s'étaient proposé. Vingt-deux députés seulement étaient présents ce qui ne dénote pas un grand enthousiasme pour le projet, et, circonstance plus remarquable, M. Clémenceau ne s'y trouvait pas. On ignore s'il s'est volontairement abstenu ou si son absence n'avait qu'une cause accidentelle.

Quant au fond du projet, les assistants se sont montrés d'accord en principe, mais de nombreux avis se sont fait jour à propos de l'exécution. L'accord ne porte que sur cette idée-ci : il est bon de faciliter une entente commune entre les députés appartenant à ce qui s'appelait jadis l'extrême-gauche, quelle que soit l'étiquette nouvelle qu'on lui appliquera. Les objections, formulées par MM. Camille Dreyfus, Bérard, député de Lyon, et quelques autres, sont surtout tirées de l'impopularité qui s'est attachée au système des groupes et des engagements pris par quelques membres de la Chambre de ne pas concourir à leur rétablissement.

Il s'agit donc de se réunir sans cadre fixe, de se grouper sans former un groupe, de se séparer de la majorité républicaine sans rompre les anciens liens, problème difficile dans la réalisation, en raison de la manière même dont il est posé. C'était peut-être simple prudence, de la part de M. Clémenceau, de ne pas se fourrer dans cet imbroglio, avant que la question ne fût un peu élucidée.

avec toi, mais, je t'en prie, point de belles façons, point d'hypocrisie. J'appelle un chat un chat ; tu veux des vers ? J'en ai plein mon tiroir. Seulement... seulement, je te prévient qu'en ce moment-ci ils sont très chers !

— Pourquoi ? fit ingénument Aristide. La candelure semblait s'être réveillée en son âme.

— Parce que je fais de la prose, de la prose payée, oui, monsieur ! Mon roman m'est payé !

— Par un journal ?

L'Enchanteur haussa les épaules.

— Je n'ai jamais pu faire imprimer une ligne payée sous mon nom, dit-il, tu le sais bien. J'ai vendu celui-ci à mon entrepreneur, qui le revend à... mais je ne veux pas te dire le nom. Et il y a des gens qui prétendent qu'on fait ça dans les prisons ! Est-ce que ça a l'air d'une prison ici ? je te le demande ! Voyons, n'aie pas l'air si ahuri ! Ce n'est pas la première fois que ça m'arrive, tu le sais bien ! Qu'est-ce qu'il te faut ? des vers d'amour, eh ?

— Pas précisément, fit Aristide en reprenant son assurance. Ce que j'ai commencé...

— Laisse-moi donc tranquille avec tes commencements, et au fait !

— C'est de l'admiration, mon cher, pas autre chose.

— Je vois ça ! Un mariage, dis ? Voyons, avoue-le ! Il sera toujours temps de le nier ensuite.

— Mon Dieu ! fit Aristide d'un air offusqué, que tes plaisanteries sont de mauvais goût !

— Dime ! on fait ce qu'on peut. J'ai l'esprit comme cela, moi ! Nous disons de l'admiration respectueuse ?

— Très respectueuse.

— Blonde ?

— Brune, avec des yeux noirs, le teint mat, et du plus grand monde.

— Ce sera plus cher, fit loyalement Bazoche en ouvrant son tiroir. Pardon, est-ce pour imprimer ?

(A suivre.)



Pour finir, on a voté un ordre du jour assez incolore, où le mot de « groupe » est soigneusement évité, et qui se borne à indiquer l'utilité d'une réunion plus générale des députés décidés à réaliser les réformes politiques et sociales. A prendre uniquement les termes de cette résolution, sans tenir compte de la nuance politique de ses rédacteurs, la Chambre entière pourrait être convoquée, puisqu'il n'y a pas un de ses membres qui puisse déclarer *a priori* ne vouloir aucune réforme politique et sociale.

L'impression générale, à la Chambre, est ainsi que cette tentative restera sans résultats sérieux.

La discussion générale du budget de la guerre a amené plusieurs fois à la tribune M. de Freycinet, qui a donné une nouvelle preuve de la parfaite connaissance qu'il possède de tous les détails de son administration. Quelques-unes des observations faites étaient presque puériles, ainsi le débat soulevé par M. Paulin Méry sur le nouveau règlement qui astreint les factionnaires à monter la garde sac au dos. Il est naturel que la troupe préfère l'ancien système, qu'elle devait au général Boulanger, mais où en viendrait-on si la Chambre devait statuer sur de pareils détails ?

Sur la question, plus importante, des tarifs applicables aux transports militaires, le ministre a coupé court au débat en annonçant le dépôt d'un projet de loi qui sauvegarderait entièrement les intérêts de l'Etat. La majorité était d'ailleurs manifestement hostile aux antagonistes de M. de Freycinet, de telle sorte que la discussion générale a été rapidement close et qu'on a pu, dans la même séance, voter déjà plusieurs articles.

La Bourse était hier en notable amélioration. La liquidation s'étant passée sans secousses, une réaction naturelle se produisit contre l'exagération de la baisse.

Dans l'affaire de la rue de Charonne, le parquet a procédé à l'arrestation d'un débardeur du nom de Vaucourt, locataire de l'immeuble où le crime a été commis. On suppose que le cadavre sans tête serait celui d'un nommé Boutry, camarade du prévenu, qui a disparu depuis quelques jours. Vaucourt nie absolument d'être l'auteur du crime, mais ses antécédents sont fort mauvais, et de plus il existe contre lui des charges assez graves, résultant du fait qu'on l'aurait vu emporter un paquet de vêtements, qui pourraient être ceux de la victime. Le mystère semble donc en passe d'être éclairci plus tôt qu'on ne s'y attendait au premier abord.

On lit dans le *Journal des Débats* :

Quant à présent, l'idée de la création d'un groupe d'extrême-gauche semble rencontrer d'assez vives résistances. Les radicaux qui la repoussent sont dans un état d'âme assez curieux. Ils n'éprouvent aucun scrupule qui les empêche de voter, en toute occasion, contre le gouvernement. Mais ils craignent de s'exposer au reproche de compromettre la stabilité ministérielle en formant un groupe. Ce sont des subtilités de casuistique parlementaire que nous ne nous chargeons pas de discuter. Pour notre part, nous l'avons dit avant-hier, peu nous importe que l'exploitation de la politique démagogique se fasse ou ne se fasse pas sous une raison sociale, et nous ne voyons pas ce qu'il y aurait de changé si les organisateurs de la réunion d'hier avaient doré et déjà réussi dans leur dessein. Nous attendons, par conséquent, avec une certaine indifférence l'issue de leur tentative. Tout ce que nous demandons, c'est que le gouvernement n'en conçoive pas plus d'émotion que nous n'en éprouvons nous-mêmes, et ne se croie point obligé de payer aux radicaux, par quelque acte de faiblesse, la grâce qu'ils lui feront peut-être de continuer à le combattre sans se grouper.

## NOUVELLES POLITIQUES

L'administration française des finances vient de publier le rendement des impôts et revenus indirects, ainsi que des monopoles de l'Etat, pendant le mois d'octobre 1894.

Les résultats accusent une plus-value de 9,009,100 francs, par rapport aux évaluations budgétaires, et une augmentation de 9,915,300 fr. par rapport à la période correspondante de 1893.

Les résultats complets des élections américaines permettent aujourd'hui d'asseoir un jugement. Sans avoir gagné autant de terrain qu'au scrutin de novembre 1890, les démocrates ont remporté de nouveaux et importants avantages. Ils ont conquis la majorité dans trois Etats, ceux de New-York, d'Iowa et de Massachusetts.

L'élection de M. Mac Kinley, comme gouverneur de l'Ohio, est invoquée, il est vrai, par les républicains, comme une preuve que le pays conserve sa confiance à la politique de « réciprocité ou d'ultra-protectionnisme » inaugurée par M. Blaine. Il faut, néanmoins, en rabattre. Dans l'Etat d'Ohio, les candidats démocrates avaient inscrit à leur programme une réforme monétaire très contestée, celle du libre monnayage de l'argent, et il y a lieu de croire qu'ils doivent leur échec à cette faute tout autant qu'à la popularité du tarif Mac Kinley, dont l'auteur n'a du reste été élu qu'à une majorité relativement minime.

En somme, le résultat général de cette épreuve électorale fortifie plutôt qu'il n'affaiblit l'espoir du succès des démocrates aux élections présidentielles de 1891. Leur échec dans l'Ohio n'y fait rien. Peut-être même cet échec est-il heureux, en ce sens qu'il déterminera l'ensemble du parti à laisser en dehors de son programme le monnayage illimité de l'argent et le préserver ainsi du danger auquel il a succombé, cette fois, dans l'Etat où il a été vaincu par M. Mac Kinley.

Un événement imprévu vient d'obliger le président du conseil espagnol à modifier la composition de son cabinet. A la suite d'attaques violentes du *Restaurador* contre son administration, le ministre de la marine, l'amiral Béranger, a provoqué en duel le directeur de ce journal et donné sa démission ; M. Canovas a pris l'intérim du département de la marine.

Lord Dufferin, qui a été gouverneur du Canada, vice-roi des Indes, ambassadeur à Saint-Petersbourg, à Constantinople et enfin à Rome, est nommé lord gardien des cinq ports et gouverneur du château de Bonnes, en remplacement de M. William-Henri Smith.

Ce titre archaïque donne droit à un brillant costume et à un superbe château, Walmer Castle.

Nous avons annoncé que conservateurs et libéraux chiliens se sont mis d'accord pour élire M. Georges Monti à la présidence de la République en rem-

placement de Balmaceda. Agé de quarante-quatre ans environ, M. Georges Monti était jusqu'ici président de la junte du gouvernement. C'est un des meilleurs officiers de marine du Chili. Pendant la guerre contre le Pérou et la Bolivie il contribua d'une façon efficace à assurer le succès de la campagne.

Il était membre du conseil supérieur de la marine, avec le grade de capitaine de vaisseau, quand il fut choisi par le congrès national pour solliciter le concours de la marine afin de rendre effective la résolution du corps législatif qui, par acte du 1<sup>er</sup> janvier de cette année, avait décrété la déposition de l'ex-président Balmaceda. Depuis le 7 janvier, époque à laquelle l'escadre méconnaît l'autorité de Balmaceda pour se ranger du côté du congrès, Georges Monti avait la direction supérieure des armées de terre et de mer.

### La conférence de la paix.

Rome, 6 novembre.

La conférence interparlementaire a repris la discussion sur les propositions du bureau définitif. M. Bajer, Danois, insiste pour la constitution d'un bureau international de la paix.

M. Gaillard (député radical français) propose un amendement afin que la conférence constitue son bureau actuel en comité parlementaire international et prenne les mesures utiles afin de chercher à résoudre pacifiquement tout conflit éventuel entre les nations. Il croit savoir que plusieurs députés allemands s'opposent à la constitution d'un bureau international, parce que la loi allemande frappe les Allemands faisant partie d'associations ayant des ramifications à l'étranger, mais il ne pense pas que cette loi puisse frapper une conférence interparlementaire ayant un but de justice.

M. Barth, député progressiste allemand, répond que les députés allemands ne sont pas forcés par la loi de leur pays de repousser une organisation internationale, mais qu'ils ne croient pas à l'efficacité d'une organisation de cette nature.

M. Gaillard dit que cette opposition est causée par la crainte de tout ce qui est international et par la crainte que, dans le comité, la France n'ait une place prépondérante. Il insiste sur ces idées. (Applaudissements.) On crie : « Votation, votation ! »

M. Imbriani demande l'appel nominal.

La discussion est close. M. Passy déclare qu'il votera la proposition du bureau définitif avec l'amendement de M. Gaillard. La première partie de la proposition du bureau définitif est approuvée à l'unanimité, et la suite de la votation est renvoyée à demain.

Dans la seconde partie de la séance, M. Imbriani prononce un discours violent. Il est plusieurs fois appelé à la question et à l'ordre par le président. (Fréquentes interruptions.) Le président menace de lever la séance si l'orateur n'entre pas dans la question.

M. Marco Orsi propose demain que les isthmes et détroits soient déclarés libres et leur neutralité garantie par les puissances maritimes.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

### L'élection de Cork.

C'est hier qu'on a voté, à Cork, pour le remplacement de M. Parnell à la Chambre des communes. Mais le résultat n'est pas encore connu à l'heure où nous écrivons.

Jamais, peut-être, élection ne fut plus mouvementée. Elle a fait des blessés par centaines. Les bagarres et les rixes se sont multipliées d'une façon inusitée, même en Irlande.

Quelques incidents méritent d'être notés : Mme Parnell, mère du défunt, a adressé aux électeurs une lettre qui se termine par ces mots : « Souvenez-vous de Parnell et souvenez-vous de ses mérites. » Cette lettre a produit l'effet le plus regrettable. Sur la place du marché, des hommes ont assailli M. O'Brien et ont blessé assez grièvement le cocher de sa voiture.

A Waterford, M. Dillon, qui présidait une réunion de la Fédération nationale, a échappé qu'à grand-peine aux attaques d'une foule furieuse. Deux ou trois mille parnellistes ont assiégé la salle dans laquelle il parlait.

M. Dillon est sorti sous la protection d'une centaine de curés catholiques qui adjuraient la foule de ne pas attaquer M. Dillon ; néanmoins, il y eut une forte bagarre et du sang répandu. Arrivés à la station du chemin de fer, M. Dillon et ses amis furent de nouveau attaqués par 3000 parnellistes ; 30 personnes environ furent renversées. La police mit un terme au combat et accompagna les blessés jusqu'chez eux. Dans d'autres parties de la ville, des rixes se sont produites dans lesquelles on a joué du bâton. Le quoi présentait l'aspect d'un champ de bataille avec ses combattants et ses blessés.

Une autre scène scandaleuse s'est produite au palais de justice. Le député antiparnelliste de Longford, Timothy Healy, qui est également avocat, traversait les couloirs du palais, en perruque et en robe, pour aller plaider, lorsqu'il fut violemment assailli par un individu brandissant un énorme fouet de cocher de fiacre.

Cet individu n'était autre que M. Mac Dermott, neveu de M. Parnell. Avant qu'il eût le temps de se mettre en posture de défense, M. Healy a été renversé d'un coup de fouet et sa perruque est allée rouler au loin. M. Mac Dermott a alors frappé à plusieurs reprises sa victime à terre. Puis M. Healy s'étant relevé, il lui a asséné plusieurs violents coups de poing auxquels le député de Longford ripostait tant bien que mal. Il a fallu l'intervention de plusieurs avocats, amis de M. Healy, pour séparer les combattants.

M. Healy, qui est assez gravement contusionné, a immédiatement porté plainte contre son agresseur. M. Mac Dermott a déclaré à plusieurs personnes qu'il avait été poussé à cet acte de brutalité par la lecture d'un discours prononcé dimanche à Longford par M. Healy, et où celui-ci avait attaqué Mme veuve Parnell (ci-devant Mme O'Shea).

Les dames de Longford ont ouvert une souscription pour offrir à M. Mac Dermott une cravache d'honneur.

## INFORMATIONS DIVERSES

Un singulier crime a été commis à Montpellier : L'autre soir, vers onze heures, le géant Lepic installait sa baraque sur le champ de foire, quand six lutteurs déjà installés et furieux de cette nouvelle concurrence se sont précipités sur lui et l'ont littéralement lardé de coups de couteau.

Judi soir, à Rome, le fils de M. Parnenzo, sénateur, jeune homme de vingt ans, s'est présenté devant son père, qui se trouvait à la fête du palais Odescalchi, donnée en l'honneur du congrès de la paix, pour le prier de payer des dettes qu'il avait contractées. M. Parnenzo ayant fait des reproches à son fils, celui-ci sortit un revolver de sa poche, se tira un coup dans le côté gauche et tomba aux pieds de son père. La mort a été instantanée.

Un nouveau volume des *Mémoires de M. de Moltke* a paru hier à Berlin. Il contient une correspondance du maréchal avec sa mère et avec ses deux frères Adolphe et Louis.

Les lettres intimes échangées par M. de Moltke avec sa famille nous font assister pas à pas à son développement intellectuel ; elles le montrent animé des sentiments les plus élevés, avec des manières tout

à fait simples, rempli d'horreur pour tout ce qui froisse ses sentiments pieux, pour tout ce qui est injuste et faux.

L'auteur se préoccupe dans cette correspondance, de tout ce qui se passe dans la famille ; il nous apparaît amoureux de la nature et curieux de tous les événements qui agitent le monde.

Les lettres sur le voyage fait, en 1835, à Vienne, à Budapest et au Bosphore, sur la situation de l'Allemagne en 1845 et dans les années suivantes et sur la campagne contre le Danemark sont très curieuses.

Toutefois, l'intérêt se portera surtout vers les lettres sur la campagne de 1870, dans lesquelles de Moltke donne beaucoup de détails pittoresques au sujet de la grande guerre.

Parlant de l'ajournement du bombardement de Paris, le maréchal dit, entre autres choses, que ce retard n'a pas une grande importance et que c'est la faim, qui agit lentement, mais sûrement, qui lui paraît surtout devoir amener la solution.

Les journaux de Hambourg assurent que le tarif par zone sera introduit le 1<sup>er</sup> décembre sur la ligne de Berlin à Hambourg.

La légation du Portugal à Paris adresse aux journaux la note suivante :

« On a fait courir le bruit que le gouvernement portugais ne paierait pas le coupon de janvier de sa rente extérieure. Ce bruit est faux. Le gouvernement portugais ne songe nullement à ne pas payer ce coupon ; il possède déjà dans ses caisses une partie des fonds nécessaires à cette opération et il prend, dès maintenant, ses mesures pour pouvoir annoncer officiellement le paiement du coupon de janvier avant son échéance, comme d'ailleurs cela a été déjà fait pour le coupon d'octobre, au sujet duquel le même bruit malveillant avait été répandu. »

## CONFÉDÉRATION SUISSE

Traité de commerce. — Une dépêche de Berne à la *Gazette de France* dit que l'Assemblée fédérale sera convoquée à l'extraordinaire en janvier prochain pour discuter la ratification des traités de commerce.

C'est aller vite en besogne puisque ces traités ne sont pas encore conclus. Au Conseil fédéral, rien de semblable n'a encore été décidé ni même discuté.

Monopoles. — Le département de l'intérieur a fait au Conseil fédéral des propositions pour la fabrication en régie fédérale des allumettes phosphoriques.

Central. — M. Weli, président de la Confédération, a assisté hier à Brugg à la réunion de chefs politiques argoviens présidée par M. Kunzli pour travailler à la ratification par le peuple de l'achat du Central. M. Weli devait, dit-on, y prononcer un grand discours.

Militaire. — L'étude de l'allègement de l'équipement de l'infanterie a été confiée à une commission composée de MM. les colonels Feiss, Gressly, P. Isler, Wassmer et Veillon ; Rauschenbach et Conradin, lieutenants-colonels ; Audéoud, major, et Estermann, capitaine. La commission discutera entre autres la possibilité de la suppression du havresac.

Une dépêche de Berne à la *National-Zeitung* dit que le département militaire se propose de demander des crédits pour l'acquisition de soulers et de munitions, pour la constitution d'une réserve de vivres et pour la défense du défilé de St-Maurice.

### La conférence du Simplon.

Nous avons reproduit hier une dépêche de Berne au *Genevois* disant qu'« en présence de la bouderie persistante des Vaudois, on croit à Berne que la conférence pour renouveler les subventions cantonales au Simplon sera impossible, les Vaudois prétendant que le moment est inopportun et cherchant des prétextes pour expliquer leur abstention. »

La *Revue* répond que le Conseil d'Etat vaudois a déjà désigné ses délégués à la conférence et se demande si ce n'est pas plutôt à Berne qu'on juge la conférence inutile du moment où il a été établi qu'elle ne modifiera pas l'attitude des gouvernements de Fribourg et de Vaud à l'endroit de l'achat du Central.

Voici d'autre part ce qu'on écrit à ce sujet de Berne au *National* de la Chaux-de-Fonds :

La conférence, on peut le prévoir sûrement, n'aura aucun résultat pratique, parce que la question qu'on y posera est déjà résolue par les intéressés. C'est trahir le secret de polichinelle que de dire que les Vaudois sont actuellement les derniers à réclamer la reprise des négociations avec l'Italie. A tort ou à droit, ils pensent qu'on a trop attendu, qu'on a laissé passer l'occasion et qu'une reprise actuelle ne peut aboutir qu'à une fin de non-recevoir.

Il serait peut-être utile de remarquer ici que le reproche d'avoir trop attendu n'est pas fondé. Le Conseil fédéral avait invité la compagnie du Jura-Simplon à lui soumettre des plans et devis définitifs pour la construction du Simplon. M. l'ingénieur Dumur fut chargé de ce travail et chacun conviendra que celui-ci ne pouvait être en meilleures mains. Malheureusement, la catastrophe de Monchenstein vint interrompre M. Dumur et occasionner un retard de deux ou trois semaines.

Quant les plans furent terminés, la direction du Jura-Simplon les fit parvenir au département des chemins de fer avec les devis et mémoires nécessaires, et, aujourd'hui, M. le conseiller fédéral Weli convoque les cantons simplistes à la conférence que vous savez.

Le reproche des Vaudois n'est donc pas justifié. Chacun a fait ce qu'il a pu et les plus sincères amis du Simplon ne sont peut-être pas à Lausanne.

La *Revue* se trompe : il n'y a ni galette ni verges à Berne et s'il y en avait quelque part, ce serait à Lausanne qu'il faudrait les chercher. Quand on crache en l'air, cela retombe ordinairement sur le nez. Je me contenterai de rappeler une chose.

A l'heure qu'il est, savez-vous sur quelle somme le Simplon peut compter en Suisse ? Sur 5 1/2 millions. Pas un sou de plus, pas un sou de moins. Et qui est-ce qui fournit cette somme ? Le canton de Vaud ? non pas. Les communes vaudoises ? moins encore. Qui alors ? précisément ceux-là mêmes dont le canton de Vaud a l'air de suspecter la bonne foi, c'est-à-dire la Confédération et le canton de Berne. De toutes les subventions vaudoises, il ne reste rien aujourd'hui, parce que les délais réservés sont expirés et que, dès lors, toutes les décisions sont caduques. Les 4 1/2 millions de la Confédération et le million bernois sont là. Où sont les millions vaudois ?

Tout cela n'est que trop vrai. Nous avons déjà fait remarquer nous-mêmes précédemment dans quelle étrange impasse nous a poussés la politique gouvernementale vaudoise, préconisant le rachat et le provoquant pour le combattre ensuite.

Il n'est pas étonnant qu'une politique aussi capricante soit sévèrement jugée en Suisse.

## Lettre de Genève.

(De notre correspondant particulier.)

Genève, 6 novembre.

La campagne électorale.

S. — Dimanche 15 novembre, les électeurs genevois seront appelés à élire le Conseil d'Etat qui, au lieu de deux ans, restera trois ans en fonctions, aux termes de la nouvelle loi sur la prolongation des pouvoirs. La lutte promet d'être vive.

Vous savez déjà que le comité démocratique a décidé de mettre sur sa liste les sept membres du Conseil d'Etat actuel dont deux appartiennent au parti adverse, MM. Vautier et Fleuret. Les radicaux-nationaux ou carteristes portent avec leurs chefs, M. Patru et M. Hériodier, deux démocrates, MM. Dufour et Boissonas et trois radicaux-libéraux encore à désigner. Ces décisions du reste ne sont que provisoires : d'un côté comme de l'autre elles pourront être modifiées à la dernière heure, selon les besoins de la tactique électorale, lorsqu'on connaîtra enfin la liste, impatientement attendue, du *Genevois*.

Dès maintenant il paraît certain que cette liste ne comprendra ni M. Gavard, l'ancien premier ministre du régime radical auquel ont mis fin les élections d'il y a deux ans, ni son second, M. Klein. Le *Genevois* semble avoir oublié jusqu'au nom de son ancien administrateur qui vient de le quitter pour se livrer à « d'importants travaux. » Je n'ai pas osé dire qu'on ait fait de bien instantes démarches pour le retenir. On espérait que la retraite de cet homme politique qui, après avoir débuté dans la vie publique comme secrétaire de Carteret, était devenu son adversaire acharné, serait considérée par les dissidents comme une satisfaction suffisante et que ces brebis égarées rentreraient au bercail où elles sont toujours attendues par le bon berger. Mais les brebis ne rentrent pas et les espérances du berger sont déçues.

Entre les deux fractions du parti radical se dessine encore l'ombre vengeresse de Carteret, dont la destinée posthume est semblable à celle de Parnell. Il semble bien que la rupture soit définitive et le *Genevois* le constatait lui-même dans un article mélancolique où il déclarait qu'à l'avenir il ne s'occuperait plus de « tous ces gens-là. »

Abandonné ainsi par son aile droite, le parti radical-libéral cherche contact avec son aile gauche qu'il avait égarée jadis en des circonstances que l'on n'a pas oubliées. Nous allons voir renaître en ligne les hommes de la « Jeune République » qui menèrent autrefois une si violente campagne contre leurs frères ennemis depuis les débuts de notre *Kulturkampf*, en 1873, jusqu'en 1880, où M. Henri Fazy présenta sa proposition pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. M. Fazy était alors accusé d'être l'allié des « bataillons noirs » et de Mgr Mermillod. Il paraît devoir figurer en tête de la liste du *Genevois*, suivi de M. Plan, de Bourdigny, et M. Fleuret. Le journal qui fut l'adversaire acharné de la séparation entretrait ainsi en lice avec un état-major séparatiste complet. La position prise par le parti radical manque donc de netteté : nous savions fort bien ce que représentait M. Gavard ; en l'écartant on prétend sans doute aussi abandonner la politique qu'il représentait et qui a cessé de plaire au peuple genevois ; mais nous ignorons encore sur quel programme commun pourront s'entendre MM. Fazy et Favon et on ne nous l'a pas fait connaître.

Parmi les conseillers d'Etat sortants, l'un des plus vivement attaqués est M. Boissonnas, le successeur de M. Gavard au département des travaux publics. Il vient de paraître à l'imprimerie Centrale une brochure anonyme intitulée *Les Chemins de fer à voie étroite dans le canton de Genève*, qui est un pamphlet d'une extrême violence, dirigé personnellement contre M. Boissonnas. On va jusqu'à l'accuser d'avoir, par ses « tracasseries », hâté la fin d'un honorable citoyen qui a été le principal promoteur de cette entreprise.

En l'absence du président, M. le conseiller d'Etat Richard qui est allé à Rome pour assister au Congrès de la paix, le vice-président du conseil d'administration des voies étroites, M. Bidier, et le secrétaire, M. A. Anneville, ont formellement désavoué ce factum. Le bruit public en attribue la paternité à M. Gavard lui-même, qui l'aurait écrit sous la dictée de M. Dupont-Bucché, le principal entrepreneur de ce réseau, qui passe pour avoir été un beau-coup meilleure affaire pour les constructeurs que pour les actionnaires. Si le bruit public se trompe, nous sommes heureux de donner à M. Gavard une occasion de le démentir.

Au reste cette brochure a produit un effet inverse de celui qu'on en attendait. Les documents qu'elle reproduit prouvent précisément que M. Boissonnas a compris ses devoirs tout autrement que son prédécesseur, en défendant énergiquement les « droits de l'Etat et du public. Il a tenu à réduire au minimum les dangers que font courir, non seulement aux équipages des « gros contribuables », mais encore aux simples piétons, ces tramways qui circulent sur toutes les routes du canton. Dans cette question, l'opinion se prononce donc en faveur de M. Boissonnas ; et les attaques intéressées dirigées contre lui auront sans doute pour conséquence d'amener sa réélection. C'est précisément à ce résultat-là qu'arriva, il y a quelques années, l'auteur d'une brochure analogue intitulée *Ni Dufour ni Dunant*. On goûte peu à Genève les accusations anonymes.

### NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — Une quarantaine d'enfants sont arrivés de Meiringen à Berne et ont été logés dans l'hôpital bourgeois en attendant que les familles bernoises où ils devront passer l'hiver puissent les recevoir. Le même hôpital a aussi accueilli cinq malades. En cette occasion, comme en plusieurs autres, du reste, la bourgeoisie de Berne s'est montrée large et généreuse.

La commission du Grand Conseil pour la révision de la constitution, réunie hier matin sous la présidence de M. Brunner, a décidé de demander au

Grand Conseil de porter le chiffre de ses membres de 15 à 36, afin de tenir équitablement compte de toutes les nuances politiques.

— Jeudi soir, cinq pionniers du régiment bernois n° 10, en service à Meiringen, ont été amenés aux casernes du Bendenfeld. Ils ont, dit-on, dérobé et bu des vins fins trouvés dans les caves des maisons incendiées.

— Le département fédéral des chemins de fer vient de recevoir une demande de concession pour l'établissement d'un funiculaire de Bienne à Evillard. Longueur de la ligne : 900 mètres ; frais, 300,000 fr. La demande est signée au nom d'un comité d'initiative par MM. Stauffer, avocat ; Ryff, notaire, tous deux à Bienne ; Muller, chef-forestier ; Villars, président de commune, tous deux à Evillard.

BALE-VILLE. — M. le colonel fédéral Rod. Merian-Iselin, qui vient de mourir à l'âge de 71 ans, a rendu à sa ville natale, dans les diverses fonctions qu'il a remplies, des services éminents. Il fut pendant de longues années et jusqu'à sa mort, membre du Grand Conseil ; il avait aussi fait partie du Conseil d'Etat et dirigé le département militaire de son canton ; en outre, comme membre des plus importantes commissions du Grand Conseil, il avait exercé souvent une influence considérable. Il était fermement attaché aux principes conservateurs, dans les questions cantonales et fédérales ; tout récemment encore, à l'assemblée annuelle de l'*Eidgenössische Verein*, à Olten, il s'était prononcé contre l'achat du Central. Le colonel Merian était un ami éclairé des arts, pour lesquels sa bourse était toujours largement ouverte ; il avait formé une belle collection de tableaux et fait un don de 80,000 fr. pour éteindre la dette de la construction de la galerie des beaux-arts à Bâle.

VALAIS. — La commission du budget du Grand Conseil était convoquée pour le 6 novembre à Sion, et le Grand Conseil lui-même pour le 16.

## CANTON DE VAUD

Eglise nationale. — On lit dans le *Semur vaudois* :

« Nous apprenons que M. Henri Dupertuis, pasteur à Commagy, a donné sa démission pour le 18 avril 1892. Il sera, dès cette date, inscrit au rang des pasteurs émérites. »

« Consacré en 1836, cet honorable serviteur de notre Eglise nationale a été tour à tour suffragant à Dommarin et Nyon, puis pasteur à Orzens et Commagy ; il occupa ce dernier poste depuis vingt ans. Nous faisons les meilleurs vœux pour qu'il jouisse longtemps et en paix d'un repos mérité par ses longs services. »

« L'intérim de la paroisse de Commagy sera fait d'ici au printemps par M. Alfred Aigroz, ministre à Lausanne et chef de service du département des cultes. »

« Comme ses prédécesseurs, M. Aigroz rentre ainsi dans le service actif de notre Eglise après avoir passé six ans environ dans l'administration. »

### Une majorité rurale.

Dans son numéro d'hier, le *Grutli* parle — en fort mauvais termes d'ailleurs — d'une « majorité rurale » du Conseil d'Etat.

Le *Grutli* devrait bien nous dire de quels honorables conseillers d'Etat cette « majorité rurale » est composée. Après quoi, il nous dirait aussi lesquels siègent dans la minorité qui n'est pas « rurale. »

Il serait intéressant pour le pays d'être renseigné à cet égard.

CLARENS. — C'est M. Georges Masson qui figure parmi les acheteurs de la villa Ormond, à Clarens, et non M. Ch. Masson, comme nous l'avons dit hier par erreur.

BEX. — L'un des auteurs du vol commis aux Plans, s'est pendu à l'aide de son mouchoir dans la cellule où il était écaroté à la Maison-de-Ville de Bex.

— Lundi un convoi funèbre accompagnait à sa dernière demeure M. Louis Bocherens, qui représentait pendant dix ans (de 1864 à 1874) le cercle de Bex au Grand Conseil. Il fit aussi partie, dit l'*Echo du Rhône*, de la municipalité de Bex, de 1853 à 1857. Pendant longtemps il fut membre du conseil de paroisse, et l'Eglise nationale perd en lui l'un de ses membres les plus zélés et les plus dévoués.

GRESSY. — Nous annonçons l'autre jour qu'un garçon de onze ans était tombé d'un pommier, à Gressy, et s'était tué net.

Le *Journal d'Yverdon* écrit à ce propos :

« L'événement s'est bien passé près d'un arbre, mais ce n'est pas de cet arbre que le jeune garçon est tombé, comme on a pu le croire au premier abord : il n'avait pas grimpé. Ce malheureux enfant, poursuivi et épouvanté par les menaces d'un domestique de Sermuz, s'enfuyait en courant, et il est tombé si malheureusement qu'il s'est tué net. On peut même supposer que la victime a reçu un coup ou qu'elle a été poussée violemment. La justice informe. »

« Tels sont les détails que l'on nous communique directement de Gressy sur ce douloureux événement. Il n'est pas difficile de deviner ce qui a cherché à faire croire que l'enfant était tombé de l'arbre. »

PAYERNE. — La *National Zeitung* de Bâle dit que l'établissement d'une fabrique de sucre à Payerne est assuré. La Banque cantonale bernoise s'intéresserait à l'affaire pour 350,000 francs, la Banque cantonale vaudoise pour une même somme et une banque parisienne pour 500,000 francs.

## LAUSANNE

Paroisse catholique. — On nous écrit :

« L'hiver qui vient de faire si brusquement son apparition amène son cortège habituel de misères à soulager : enfants sans vêtements, familles sans feu, vieillards sans ressources, infirmes. C'est le moment pour les associations charitables de se mettre à l'œuvre et de faire appel à toutes les bonnes volontés pour les aider dans leur tâche ingrate et difficile. Tel est le cas de la Société des dames catholiques de Lausanne qui, pour se procurer les fonds nécessaires, organise une soirée musicale et dramatique, avec le bienveillant concours d'un certain nombre d'artistes et d'amateurs, ainsi que de quelques membres de la société de Belles-Lettres. Cette soirée, qui aura lieu le mardi 21 novembre, dans les salles du Casino-Théâtre, offrira, à côté de son but, l'attrait de la nouveauté, car elle nous fera entendre plusieurs solistes qui se produisent pour la première fois en public. La population lausannoise ne refusera sans doute pas sa sympathie à cette bonne œuvre. »

Université. — Le nombre des étudiants de la faculté des sciences s'accroît dans des proportions remarquables. M. le professeur Brunner a reçu 70 demandes d'inscription pour le laboratoire de chimie. Ce chiffre montre une fois de plus l'urgence de l'achèvement du nouveau bâtiment de chimie, dont la construction s'imposait depuis de longues années.



mandant du corps des sapeurs-pompiers de Lausanne, pour cause d'incompatibilité de fonctions.

**Emigrants.** — Nous avons dit hier que les émigrants vaudois partis pour le Pérou, sous la conduite de M. Henry Gaullier, sont arrivés à leur destination. La nouvelle a été télégraphiée par M. Cénod à l'agence Grivel, à Lausanne. On ne pourra avoir de plus amples informations, par lettres, que dans trois semaines.

Un billet écrit de New-York par un des jeunes émigrants nous renseigne sur la première partie du voyage.

« Au dire des matelots, écrit ce compatriote, nous avons eu une très mauvaise traversée; le navire est arrivé à New-York avec deux jours de retard. Les passagers de troisième classe sont au reste bien traités; la nourriture est bonne et abondante; l'entrepont où l'on couche sur des couchettes superposées par deux rangs est bien aéré, ce qui n'empêche pourtant pas la mauvaise odeur d'y être très forte. Le lavage de la vaisselle en étain qui sert aux repas est laissé aux soins des voyageurs... A notre arrivée à New-York, nous avons été conduits à l'Hôtel du Grutli, où nous avons reçu le meilleur accueil. »

Notre jeune Vaudois ajoute que la mer ne lui a pas fait l'impression à laquelle il s'était attendu. « Cette immense étendue d'eau ne m'a paru que comme une mer d'huile; les impressions que l'on reçoit sur le Léman sont bien autre chose. Du reste on peut se faire, sur le Léman, une illusion de tous les aspects de la mer. »

**Conférences.** — M. Carrara nous a fait hier un pittoresque tableau du Paris des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, du Parisien, du bon d'homme de ce temps-là, de l'état des rues, des théâtres et des différentes distractions qui faisaient le bonheur de ces gens dont l'esprit n'était pas encore tourmenté par les microbes et la question sociale.

Dans la séance de mardi nous quitterons la rue pour pénétrer dans l'intimité d'un intérieur parisien, et juger de la différence entre le confort du temps et le nôtre.

**Une réclamation.** — On nous écrit :

« L'année dernière déjà, un des honorables pasteurs de Lausanne avait élevé énergiquement la voix contre l'habitude, contractée par quelques fidèles, de quitter l'église aussitôt après le sermon, sans égard pour la fin du culte. Cette admonestation, motivée et irréfutable à tous les points de vue, a été renouvelée cette année d'une façon non moins péremptoire, et cependant, l'abus signalé n'a point cessé. Or nous demandons s'il est juste que la partie de la communauté qui se trouve blessée dans son respect pour le culte par cet affront infligé hebdomadairement au service divin soit condamnée à subir désormais, en silence, la continuation d'un procédé aussi inconvenant? N'y aurait-il donc aucun moyen de coercition à adopter vis-à-vis de ces récidivistes incorrigibles? Dans un pays de liberté, il paraît dur de demander qu'on ferme des portes qui, de tous temps, sont restées ouvertes, mais serait-il préférable que, dans ce même pays, où toutes les questions d'intérêt général sont tranchées à coups de majorité, ce fut une minorité, et, ayons-le, une minorité peu intéressante, qui restât maîtresse du terrain? On objectera le cas d'indisposition pendant la durée du service et il faut convenir que ces cas-là, à Lausanne, ne seraient pas considérés comme quantité négligeable. En prévision de semblables éventualités, ne pourrait-on placer en permanence, auprès d'une des principales sorties, un marguillier, qui ouvrirait la porte aux personnes se présentant isolément pendant la durée du service, mais qui laisserait inextinguiblement fermée devant cette troupe plus ou moins compacte à laquelle l'amen final du sermon semble solliciter la langue et les jambes d'une façon aussi irrésistible qu'impéieuse? »

Nous ne croyons pas nous tromper en attribuant la majorité de ces sorties anticipées à des raisons d'ordre gastronomique. C'est le dîner qui parle ici en maître et réclame de l'Eglise des concessions que, de son côté, il ne lui ferait jamais. Quel grand inconvénient y aurait-il — nous posons cette question au simple bon sens de nos concitoyens — à ce que le dîner du dimanche fut retardé de dix minutes (durée approximative de la fin du culte) dans les maisons de Lausanne? Si ce léger retard dans l'importante cérémonie du dîner constitue un sacrifice, nous n'hésitons pas à dire que ce sacrifice profiterait, tout d'abord, à ceux qui se le imposeraient, et le meilleur vœu que nous puissions former pour eux, en terminant, c'est qu'il ne leur en soit jamais demandé de plus pénible.

**Théâtre.** — La représentation des *Fourchambault* a laissé le public sous une impression assez mélancolique. Quelques rôles étaient fort bien tenus, ceux de MM. Monplaisir et Descoches surtout; d'autres étaient moins bons ou même franchement mauvais. La troupe de M. Scheler peut donner mieux que cela.

On annonce pour demain la *Grande Marnière*, pièce en 5 actes et 8 tableaux, de Georges Ohnet, un des plus grands succès de la Porte-Saint-Martin. Il serait superflu de donner l'analyse de ce drame, car tout le monde a suivi, dans le roman, les péripéties de la haine des familles Carvajal et de Clairfont.

La *Grande Marnière* est montée avec le plus grand soin, nous dit-on. Les principaux sujets de la troupe l'interpréteront, nous aimons à le croire, avec le talent dont ils ont déjà plus d'une fois donné des preuves.

Jeu, première représentation classique: le *Misanthrope*. Avis aux pensionnaires.

## CHRONIQUE MUSICALE

M. Jacques-Dalozze va reprendre, mercredi prochain, 11 novembre, la suite des conférences musicales qui avaient si vivement intéressé l'hiver passé. Après avoir initié ses auditeurs aux premières œuvres, composées pour clavecin, et leur avoir fait faire bonne connaissance avec les plus anciens compositeurs, M. Jacques les a amenés jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, et c'est là qu'il va les reprendre pour parcourir avec eux cette période si féconde en œuvres immortelles.

Bach, Haydn, Mozart, Hummel, ces étoiles au ciel de l'art, et leurs satellites, Dussek, Cramer, Steibelt, etc., feront le sujet de cette seconde série qui nous conduira jusqu'à Beethoven. Ses œuvres sont encore plus intéressantes que celles de l'an dernier, car les œuvres que M. Jacques-Dalozze se propose d'exécuter, après en avoir fait l'analyse et l'histoire, sont de celles qui, aujourd'hui encore, forment la substance du répertoire de tout pianiste sérieux.

Hâtons-nous d'ajouter que ce n'est pas aux pianistes seulement que M. Jacques s'adresse. Sa parole élégante et facile, aussi bien que son jeu sûr et correct, nous une vraie jouissance pour tous les gens de goût. L'hiver passé, la salle de l'Institut de musique était trop petite pour contenir les auditeurs chaque fois plus nombreux qui se faisaient une fête d'assister à ces conférences-concerts, aussi instructives qu'attrayantes. Aussi M. Jacques-Dalozze convie-t-il cette fois son public dans la salle plus vaste et plus sonore du Casino-Théâtre.

Nous sommes certains qu'il y retrouvera, mercredi prochain, son auditoire assidu de l'an dernier, auquel viendront s'ajouter tous ceux qui, aimant la musique, désirent en connaître l'histoire et les transformations successives à travers les âges. On trouverait difficilement pour cette étude un guide aussi entendu, aussi compétent, aussi artiste que l'aimable et spirituel conférencier dont nous annonçons les séances.

La société de chant l'Union chorale inaugure cette année la série des grands concerts avec orchestre.

Le premier, qui aura lieu vendredi 27 novembre, dans le temple de St-François, promet une belle soirée musicale.

L'Union chorale s'est assurée le concours de Mme Schulz, cantatrice, et de M. Romieux, de Genève, artistes déjà connus du public lausannois. L'Orchestre de la Ville et de Beau-Rivage sera renforcé par un certain nombre d'amateurs.

L'œuvre principale du programme est la cantate *Helvétie*, de Plunhof, pour chœur, soli et orchestre.

## VARIÉTÉS

### La jeunesse du Grand Frédéric, par ERNEST LAVISSE (1).

M. Lavissee est à la fois un des maîtres les plus aimés de la jeunesse universitaire de Paris et un écrivain justement estimé par tous ceux qu'intéressent les questions d'histoire et de politique contemporaine. Il est inutile de rappeler aux lecteurs de la *Gazette* les titres du publiciste et de l'historien; ceux du professeur leur sont peut-être moins connus, car son activité universitaire a été surtout scientifique et pédagogique, elle s'est volontiers renfermée dans le cercle restreint des véritables étudiants et n'a jamais recherché beaucoup les succès plus bruyants des cours publics; mais, d'autre part, comme cette activité pédagogique s'est manifestée souvent sous la forme d'articles, de livres, de discours, l'écho en a retenti plus d'une fois bien en dehors du monde universitaire, et les moins initiés savent que M. Lavissee est un des esprits les plus ouverts et les plus brillants du corps professoral de Paris.

Dans son enseignement comme dans ses écrits se révèlent d'éminentes qualités de fond et de forme: à une science très sûre, vivifiée par le sentiment du pittoresque et par un intérêt passionné pour les grandes questions politiques, éclairée par la perspicacité du psychologue, le goût des formules nettes, le don des idées générales, servie enfin par un remarquable talent de composition, M. Lavissee joint un rare bonheur d'expression, une langue alerte, précise et personnelle, qui fait de lui plus qu'un érudit et un publiciste: un historien.

Naturellement, comme tout le monde, M. Lavissee a parfois les défauts de ses qualités: on ne saurait posséder le don rare de voir et de rendre les choses avec leur relief sans être tenté parfois de forcer un peu la note; on ne

saurait aimer et trouver des définitions et des formules précises, sans sacrifier parfois quelques nuances; surtout on ne peut pas, quel qu'impartial qu'on s'efforce d'être, apporter dans l'étude de l'histoire des préoccupations et des passions toutes contemporaines sans fausser parfois les perspectives; et sans être injuste parfois en faisant converger, pour ainsi dire, tout le vaste passé vers notre petit présent.

Mais jamais M. Lavissee n'a mieux évité ces dangers, jamais encore il n'a déployé aussi bien toutes les ressources de son talent que dans son dernier livre qui est à vrai dire sa première grande œuvre historique, ou du moins le commencement de l'œuvre à laquelle il travaille depuis plusieurs années, dans laquelle il donnera pour la première fois sa véritable mesure et qu'il poursuivra, espérons-le, jusqu'au bout: l'histoire de Frédéric le Grand.

Le volume paru cette année raconte la jeunesse du Grand Frédéric; cet épisode historique est traité d'une façon à peu près définitive par un savant admirablement préparé à cette tâche: il constitue une œuvre d'art d'une parfaite unité, un drame très émouvant en lui-même, rendu plus captivant encore par la situation des personnages qui y jouent un rôle, et l'importance des intérêts politiques qui en dépendent.

Ce drame, c'est le conflit tragique qui éclate entre le roi Frédéric-Guillaume et son fils, et d'où ce fils, qui sera le Grand Frédéric, sort vaincu, mais transformé, assoupli et endurci, mais « prêt pour la grande politique. » Rien de secret, d'inconnu dans cet étrange drame de famille: une des personnes qui y furent mêlées, la princesse Wilhelmine, sœur de Frédéric et plus tard margrave de Bayreuth, a laissé des mémoires souvent sujets à caution, mais qui renferment cependant maints portraits très vivants et de nombreux détails très finement observés. Du reste l'Europe entière était initiée aux démêlés de cette famille que divisaient les haines et les défiances et dans l'intimité de laquelle pénétraient les envoyés ou les créatures de l'autorité, de la France, de l'Angleterre, qui, dans leurs lettres et leurs rapports racontaient en détail tout ce qu'ils remarquaient; mais surtout on possède les lettres du roi et du prince, les papiers du terrible procès intenté à celui-ci, tout un ensemble de documents qui « permettent de reconstituer » jour par jour, et, dans les moments les plus « pathétiques, heure par heure, les incidents » de la lutte entre le père et le fils.

Nul mieux que M. Lavissee n'était à même de mettre ces documents en œuvre: il a prouvé l'étendue de ses connaissances et la sûreté de son coup d'œil d'historien par un livre récent sur l'histoire générale de l'Europe où abondent les vues d'ensemble précises et hardies; mais il a fait aussi de l'histoire allemande l'objet spécial de ses travaux: il y a puisé pendant de nombreuses années la matière de ses cours à la Sorbonne; il a publié un ouvrage considérable sur les origines de la monarchie prussienne dont il a suivi le développement dans une série d'études et dont il a marqué pour ainsi dire le point d'arrivée dans deux volumes consacrés à l'Allemagne contemporaine.

En lisant la *Jeunesse du Grand Frédéric*, on sent immédiatement que l'auteur ne possède pas seulement très à fond tout ce qui se rapporte à son sujet, mais qu'il l'a pénétré et médité longuement, qu'il le domine, qu'il en connaît les alentours et qu'il sait les origines et les conséquences des choses dont il parle; on sent aussi qu'il a des points de comparaison nombreux pris dans des époques diverses, et que ces comparaisons lui aident à voir sous leur véritable jour les conceptions, les sentiments et les mœurs.

Mais dans le choix de son sujet, M. Lavissee n'a pas seulement été bien inspiré comme savant, il l'a été aussi comme artiste; il a su très habilement disposer son récit de manière à en faire ressortir l'intérêt psychologique, dramatique et historique.

Pour nous permettre de saisir toutes les causes du conflit qu'il va raconter, il nous décrit d'abord le jeune Frédéric et les influences qu'il a subies tout enfant, il nous fait ensuite connaître son père; puis il nous le montre vivant l'un près de l'autre dans cet étrange milieu qu'étaient la cour et la famille royale de Prusse. Rien de plus curieux, de plus douloureux aussi, que l'opposition de ces deux natu-

res, si diverses, opposition apparente dès la première enfance de Frédéric, et qui va toujours grandissant; la reine lutte sournoisement contre la tyrannie domine du roi, elle travaille à détourner de lui Frédéric et sa sœur Wilhelmine, elle caresse pour eux le projet d'un double mariage, d'une union avec la famille royale d'Angleterre, et ce projet, soutenu par les diplomates anglais et français, combat par celle de l'empereur, suscite des intrigues complexes qui aggravent de plus en plus les rapports entre le prince royal et le roi. C'est déjà en soi-même une donnée d'un rare intérêt psychologique que cette croissante et presque fatale inimitié entre un père et un fils, et la suite de froissements et de malentendus par laquelle un père, qui est au fond un honnête homme et un homme religieux, se laisse entraîner envers son fils aux procédés les plus violents et les plus odieux, — jusqu'à le frapper et l'humilier continuellement, jusqu'à l'enivrer pour lui arracher ses secrets.

Une pareille situation serait partout poignante; elle est ici tragique, car ce père se trouve être un roi, et la résistance à son autorité prend le caractère d'un complot politique: ce père est un chef d'armée, et son fils, en voulant se soustraire à ses mauvais traitements, devient un déserteur et un traître; ce père enfin est un autocrate, un juge suprême, et quand il veut punir son enfant, c'est de vie ou de mort qu'il s'agit. Je sais peu de récits plus dramatiques que celui du procès de Cüstrin, des hésitations horribles du roi, des angoisses de Frédéric et de l'exécution de son malheureux complice, le lieutenant Katte.

Le drame se termine ainsi pour un des personnages secondaires par une brusque catastrophe: il se dénoue plus lentement pour le héros principal, mais l'intérêt ne faiblit pas, car, s'il ne s'agit plus de vie ou de mort, il s'agit des épreuves auxquelles doit se soumettre, pour conserver ses droits au trône, le jeune prince, dans lequel apparaît de plus en plus le grand politique qui sera le principal créateur de la puissance prussienne. Ces épreuves, c'est d'abord un long stage forcé à la chambre des domaines de Cüstrin, stage que M. Lavissee appelle « la seconde éducation de Frédéric », et dont le futur souverain a tiré grand profit; c'est ensuite la déplorable histoire de son mariage, où il fait preuve d'une si hypocrite soumission et d'une ironie si froide et cynique. Dans ces épreuves, Frédéric apprend à se plier à toutes les dissimulations et acquiert cette possession de soi-même qui sera parfois un stoïcisme admirable, parfois une inhumaine insensibilité; mais aussi Frédéric-Guillaume, en comptant son fils, l'oblige à apprendre son métier de roi, et c'est pourquoi ce conflit de famille a une si grande importance politique: il représente « la lutte des éléments contraires » dont la fusion constituera la Prusse.

Tel est, à grands traits, le sujet de ce beau livre; et ce sujet convenait aussi tout particulièrement au talent d'écrivain de M. Lavissee. J'en voudrais donner quelques exemples, mais je ne puis me décider dans mon choix, tant sont nombreuses les pages fortement pensées et spirituellement écrites, les fines analyses, les formules pittoresques, les caractéristiques subtiles et précises qui mériteraient d'être citées. M. Lavissee abonde en trouvailles charmantes, comme lorsqu'il dit de Frédéric: « Il » avait gardé... son sourire à la mode de » France, mais d'un levre plus raide que la » nôtre; » il lui échappe de vives boutades qui éclairent mieux une physionomie que de longues dissertations: pour définir la religion de Frédéric-Guillaume, il dira par exemple: « Ses yeux sont-ils tombés sur le récit de la » visite de Jésus chez Lazare? Il a dû vite » tourner la page, pas assez vite pour ne pas » donner raison à Marthe contre Marie, car à » la place du Seigneur il aurait battu Marie. » La personnalité si nettement accusée du roi-roi-roi semblait faite du reste pour inspirer M. Lavissee: il n'y a pas dans son livre de figure plus vivante, et je ne crois pas possible de rien ajouter au portrait admirable qu'il en a tracé; je voudrais mettre le lecteur à même d'apprécier la verve spirituelle, la puissance d'analyse et la haute impartialité avec lesquelles il a décrit et jugé le rôle de Frédéric-Guillaume, mais comme un fragment détaché de ce portrait n'en donnerait qu'une idée incomplète, je préfère citer un autre passage qui, tout en montrant à merveille la manière délicate et précise de M. Lavissee, rendra plus expli-

cite la seule réserve que je me permettrai de présenter à propos de son histoire du Grand-Frédéric. Après avoir raconté la première entrevue du prince royal et de sa sœur, à son retour de Cüstrin, M. Lavissee analyse ainsi les causes du refroidissement qui s'était produit fatalement dans leurs sentiments mutuels: « Wilhelmine et lui ne s'entendaient plus. Le » temps était bien loin des jeux d'enfants, où » l'on posait ensemble, sous un parasol tenu par » un nègre, devant le peintre de la cour; le » temps où le petit frère écoutait les leçons » de la Croze chez la grande sœur; même le » temps, qui semblait si voisin, où les deux » êtres se consolient dans l'intimité, par leur » tendresse, par la musique et par des malices, des misères de la vie, serrés l'un contre » l'autre, sous l'orage. En présence l'un de » l'autre, ils ne se retrouvaient plus. » Ses » caresses, dit la margrave, ne venaient pas » du cœur. » Mais, dans le cœur de Frédéric, » il n'y avait plus de caresses. Chez lui aussi, » la dureté du sort avait produit l'endurcissement. La fatalité de la vie pesait sur chacun d'eux. Elle les poussait à l'égoïsme, et » les séparait, jetant le frère et la sœur chacun dans sa destinée, celui-là d'un côté, » celle-ci d'un autre. »

J'ai rendu hommage tout à l'heure à l'impartialité avec laquelle M. Lavissee juge le roi Frédéric-Guillaume; le fragment qu'on vient de lire pourrait faire croire qu'en agissant de même vis-à-vis du prince royal; pourtant quelques pages plus loin, il trace de Frédéric un portrait d'ensemble très brillant, très net, trop net peut-être, car il oublie un peu dans ce jugement sévère les circonstances atténuantes que lui-même avait indiquées. Ce jugement, comme maint autre passage du livre, trahit une involontaire antipathie contre Frédéric, et l'on peut regretter cette tendance secrète à l'égard de son principal héros. Ne serait-ce pas là un signe d'une réaction assez générale en France contre l'engouement que le Grand Frédéric y a longtemps provoqué, et n'est-ce pas une conséquence aussi du point de vue patriotique et contemporain qui inspire M. Lavissee dans ses études, très impartiales du reste, sur l'histoire allemande? Cette réserve, que je tenais à formuler, est atténuée par le fait que l'œuvre de M. Lavissee fournit elle-même le moyen de contrôler ses jugements; elle révèle à la fois un coin de l'histoire du passé et l'âme d'un historien d'aujourd'hui: c'est là son mérite et son charme.

FÉLIX SCHROEDER.

## NOS SOUSCRIPTIONS

**Pour Selamisott.** — Liste précédente, 463 fr. 50. — Anonyme d'Assens, 10. — Anonyme d'Yverdon, 50. — MM. Gustave Schopfer, Morges, 10. — Rochat-Kluge, Aubonne, 3. — E. Henchoz, Les Moulins, 6. — A. F. 20. — M. de Cerjat, 10. — Y. 5. — Amstutz, Tolochenaz, 5. — Anonyme du Sentier, 5. — Mlle R. M. A. Lausanne, 20. — E. G. 10. — H. Verrey, 5. — Mme M. A. S. 10. — Anonyme de Thonon, 25. — J. Wetter, Orbe, 2 fr. 50. — Total, 680 fr.

**Pour Meiningen.** — Liste précédente, 94 fr. — M. Gustave Schopfer, Morges, 15. — M. de Cerjat, 10. — Mlle R. M. A. Lausanne, 20. — Total, 139 fr.

**Pour Rebstein.** — Liste précédente, 74 fr. 50. — MM. Gustave Schopfer, Morges, 10. — Anonyme d'Yverdon, 50. — Mlle R. M. A. Lausanne, 10. — H. Verrey, 5. — Mme M. A. S. 3. — Anonyme de Thonon, 25. — J. Wetter, Orbe, 2 fr. 50. — Total, 180 fr.

**Pour les trois ensemble.** — Liste précédente, 574 fr. — MM. F. Nef, pasteur, 60. — A. B. H. Echallens, 60. — Aloys van Muyden, 20. — A. B. Grandson, 50. — Coraz, frères & Cie, 100. — T. C. 50. — Franchillon & Cie, 100. — Un pensionnat de demoiselles, Ouchy, 48. — Total, 1012 fr.

## DÉPÊCHES

**Lucerne, 7 novembre.** — Motivé par le rejet de l'achat du Central, le *Vaterland* d'aujourd'hui publie le programme arrêté par une assemblée de délégués du parti conservateur lucernois, portant les points principaux suivants: création d'un conseil des chemins de fer permanent, ainsi que d'une commission des chemins de fer, chargés de surveiller les compagnies et de réaliser la centralisation de l'exploitation pour arriver aux réformes nécessaires en ce qui concerne les horaires, les tarifs, etc.; — exclusion des étrangers des conseils d'administration des compagnies; — fixation d'un maximum de dividende à 4 1/2 0/0, le surplus du bénéfice devant servir au parachèvement et au développement des réseaux et à l'amortissement des dettes; — retour des voies ferrées à l'Etat, sans indemnité, après cinquante-dix ans.

**Bellinzona, 7 novembre.** — Il paraît certain que les radicaux demanderont le referendum concernant les lois sur les tramways et les auberges.

**Rio-de-Janeiro, 7 novembre.** — La situation reste la même. Le conseiller Mayring, président de la banque de la République, dirige le mouvement et persécute ses ennemis. Les directeurs de journaux sont menacés de la déportation. Les membres du congrès abandonnent la capitale. Aucune nouvelle des provinces.

**Lisbonne, 7 novembre.** — Les dépêches de Rio-de-Janeiro disent que le congrès et les théâtres sont fermés par les troupes du gouvernement. Les théâtres sont fermés. Les forces militaires occupent les rues. Le corps diplomatique s'est réuni pour délibérer.

**Paris, 7 novembre.** — Vaugeois s'est reconnu l'auteur du crime de Charonne. Il a raconté qu'il avait étranglé Boutry étant ivre, qu'il a gardé trois jours le cadavre dans sa chambre, l'a transporté à la cave, lui a coupé le nez et les oreilles, puis la tête, qu'il a jetée dans les latrines du quai Henri IV, où elle a été retrouvée effectivement.

## PREDICATIONS A LAUSANNE

**Dimanche 8 novembre.**  
Rectification.  
St-LAURENT: 9 1/2 h., sermon, M. Secretan.  
OUCHY: 9 1/2 h., sermon, M. Rabin.

## MORGES

La *Gazette de Lausanne* est en vente, à Morges, chez M. Staub, libraire.

## ETAT-CIVIL DE LAUSANNE

### MARIAGES AFFICHÉS DANS LA SEMAINE

Rodolphe Spiess et Bertha-Louise Destraz. — François Charles Virchaux et Julie-Rosine dite Julia Simon. — Ernest Barraud et Berthe-Eugénie Mader. — P. Elie Clere et Jean-Philémon Scherzer. — François-Louis Morat et Lucie-Caroline Jutterand. — Auguste-Hermann Dierschke et Madeleine Baum.

### NAISSANCES INSCRITES DANS LA SEMAINE

Le 23 octobre. Blanche-Lucie Dufaux, d'Apples. — Le 24. Frida-Germaine Martin, de Rossières. — Ernest-Emile Recordon, de Bercher. — Marie-Louise-Henriette Nicod, de Malapalud. — Le 25. Alice Marie Chollet, de Maracon. — Le 26. Bertha Haari, Bernois. — Le 27. René-Michel-Antoine Forster, Thurgovien. — Marie-Bertha Raab, Allemande. — Le 28. Charles-Louis Mugnier, Français. — Le 29. Ida Sorez, de Maracon. — Jean-Léon Lichte, Bernois. — Le 30. Anna-Catherina Frei, Zurichoise.

### Décès. — OCTOBRE.

Le 13. Frédéric Luthi, Bernois, forgeron, 65 ans, rue des Eaux. — Le 16. Thomas-Georges Goldi, St-Gallais, manœuvre, 18 ans, Cité-devant. — Le 17. Paul-Romain Soudan, Fribourgeois, employé J.-S., 37 ans, Cour. — Le 18. Louis Perret, d'Esserins-sur-Yverdon, 78 1/2 ans, Maupas. — Victorine-Clementine, née Martin, femme de Charles-Louis Baard, de Lutry, facteur postal, 31 ans, Chemin-Neuf. — Le 19. François-Xavier-Nicolas Imbach, Lucernois, cocher, 83 ans, Maupas. — Le 20. Elise Morier, de Châtenod-Ex, 41 ans. — Le 22. Emmanuel Bullif, de Lucens, Combrément-le-Grand et Henniez, 76 ans, Cheneau-Je-Bourg.

### Marché de Vevey du 3 novembre.

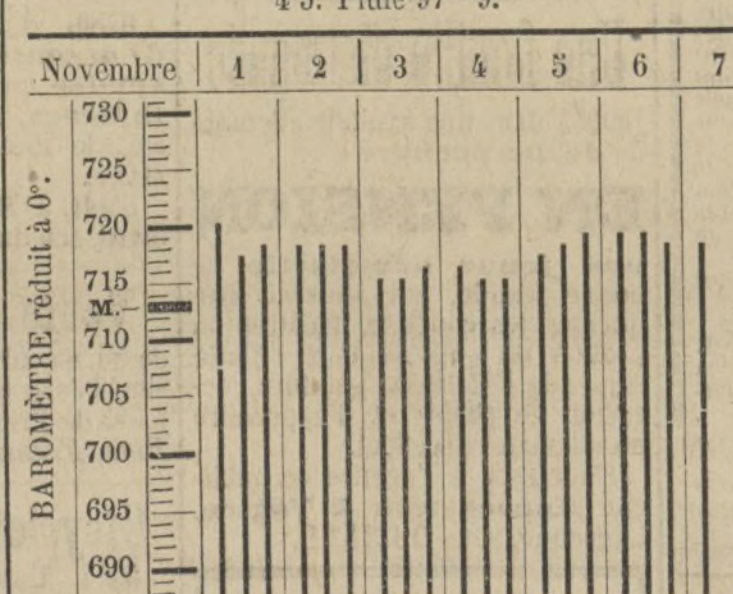
Froment, 25 sacs, de 25. — à 26. — fr. les 100 kg. Avoine, 32 sacs, de 18. — à 20. — fr. les 100 kg. Pommes de terre — ch., de 1.20 à 1.30 fr. les 26 l. Foin, 17 charrs, de 6. — à 6.50 fr. les 100 kg. Paille, 18 charrs, de 4.40 à 5. — fr. les 100 kg. Beurre, de 1.40 à 1.50 fr. le 1/2 kg. Œufs, de 1.10 à 1.20 fr. la douzaine.

## Observations météorologiques

### DE LA STATION CENTRALE D'ESSAIS VITICOLES

Champ-de-Vin: A 7 h. m., 1 h. et 9 h. s. — Alt. 555 m. Long. 6°38'6"; Lat. 46°31'. — Barom.: 718; Therm.: 9°6; Haut. d'eau: 1°03.

Novembre moyenne: Baromètre 712.5. Thermomètre 4°5. Pluie 97°00.



Thermomètre	7 h. m.	1 h.	9 h. s.	4 h. m.	10 h. s.	4 h. m.	10 h. s.
7 h. m.	4.4	0.7	0.9	4.1	-0.7	-2.1	-3.3
1 h.	4.7	4.8	6.6	7.5	3.8	3.4	3.4
9 h. s.	4.1	4.7	1.3	2.9	-0.1	-1.8	-1.8
Maxim.	4.0	5.5	8.5	9.0	4.0	4.6	4.6
Minim.	-3.5	-5.1	-3.9	-1.7	-1.5	-3.5	-4.5

Pluie	En 24 heures	7 h. m.	1 h.	9 h. s.	4 h. m.	10 h. s.	4 h. m.	10 h. s.
Soleil.	7.45	7.30	5.15	4.15	7.33	4.15		

### Situation générale.

Hautes pressions à l'ouest. — Temps probable: brumeux à beau, assez froid.

## Bourse de Paris du 6 novembre 1891.

### Cours de clôture (Terme).

3 % Français.	95 13	Credit foncier.	1120 —
3 % Français 91.	94 12	Credit lyonnais.	777 50
3 % Amortiss. 91.	94 35	Panama.	26 25
4 1/2 % Franc.	104 35	Corinthe.	63 —
Consolid. anglais.	95 30	Suez.	2732 50
4 % Russe 1889.	94 —	Lombards.	203 75
5 % Italien.	88 70	Autrichiens.	613 75
4 % Autriche or.	93 20	St-Franco-Alger.	17 50
4 % Hongrois.	90 20	Comp. nat. Esc.	532 50
5 % Etat serbe.	432 —	Comp. d'Escompt.	262 50
4 % Extér. esp.	66 60	Métaux.	22 50
3 % Portugais.	33 50	Obligations.	
4 1/2 % Brésil 88.	63 —	3 % Chem. Andal.	322 —
5 % Argentine.	305 —	4 % Cr. f. Egypt.	435 —
4 % Turc.	17 20	3 % Ch. f. Portu.	165 —
Priorité ottom.	398 50	Unifiée d'Egypte.	471 25
Unifiée d'Egypte.	471 25	3 % N-Esp. 1 <sup>re</sup> s.	374 —
Banque de Fran.	4390 —	3 % Saragosse.	343 —
Banque de Paris.	727 50	3 % Transcaucas.	77 50

## Bourse de Lausanne du 7 novembre 1891.

Actions	Banque canton.	vaudoise.	Demande	Offre
Caisse hypothécaire.	590 —	592 50		
Banque d'escompte.	440 —	460 —		
Société « La Suisse ».	—	1220 —		
Gaz de Lausanne jouissance.	—	662 —		
Comp. de navigation libérées.	260 —	275 —		
Société immob. lausannoise.	260 —	262 —		
d'Ouchy.	—	—		

Obligat. Confédération 3 1/2 1887..	—	—	—
„ Canton de Vaud 3 1/2.....	—	—	98 —
„ Ville de Lausanne 4 %.....	—	—	102 —
„ Ouest-Suisse 1856-61.....	509	—	510 —
„ Suisse-Occid. nouvelles.....	507	—	507 —
„ Emprunt de la Broye.....	—	—	506 —
„ Caisse hyp. vaud. 3 1/2 %.	95	90	96 —



# AU DERBY

## PROCHAINEMENT OUVERTURE

### THÉÂTRE DE LAUSANNE

Direction ALPHONSE SCHÉLER  
Bureau à 7 h. 1/2. Rideau à 8 h.

Carte d'abonnement n° 10.

PRIX DU DIMANCHE

Dimanche 8 novembre.

Le grand succès  
du  
Théâtre de la Porte St-Martin:

### LA Grande Marnière.

Pièce en 5 actes et 8 tableaux,  
de Georges OHNET

Jeu 12 novembre

Première représentation classique

### LE MISANTHROPE

### AVIS

Les personnes à qui pourrait  
devoir Jean-Pierre Schöny,  
ancien charcutier, décedé à Lau-  
sanne le 31 octobre dernier, tout  
comme celles qui pourraient lui  
devoir ou qui ont des comptes à  
régler avec lui, sont priées de faire  
parvenir leurs prétentions ou de  
venir régler au bureau du nota-  
ire F. Ponnaz, Palud 24, Lau-  
sanne, d'ici au 15 courant. 5920

### LIBRAIRIE A.-G. BERTHOUD

Rue du Seyon

### NEUCHÂTEL

Vient de paraître:

### A. BACHELIN

LA MAISON D'ERASME

Toujours tout droit.

Un idiot. — Un soldat.

Avec préface de

Philippe GODET

PRIX: 3 FRANCS

Vient de paraître:

### LA CÉLÈBRE

### ZEHINGER MARCHÉ

tiré du « festival de Berne »

par

Charles MUNZINGER

Édition pour piano à 2 mains et

4 mains, à fr. 1.50.

Chez Otto KIRCHHOFF,

éditeur, Berne, près de la Tour

de l'Horloge, et Fribourg, rue

de Lausanne. n°555-5848

Vient de paraître:

### JUSTICE

ET

### PATRIOTISME

DISCOURS

prononcé à l'occasion du

6<sup>e</sup> centenaire

de la Confédération

par J. FAVRE

Pasteur

de l'Eglise libre vaudoise.

PRIX: 20 centimes.

5919. Georges BRIDEL

& Cie, éditeurs, à Lau-

sanne.

### MEYRINGEN

5934. L'expédition contre envoi du

montant ou remboursement:

Photographies de Meyrin-

gen avant l'incendie, form.

cabinet collées à 80 c., in-folio

collées à 1 fr. 50.

Photographies de Meyrin-

gen après l'incendie, form.

cabinet collées à 80 c., in-folio

collées à 1 fr. 50.

Souvenir de Meyringen, 20

vues, reliure en toile, à 2 fr.

L'incendie de Meyringen le

25 octobre 1891. Description de

la catastrophe avec deux vues

(Meyringen avant et après l'in-

cendie) à 1 fr.

Une partie de la recette

est destinée pour les in-

terdés.

Ch. Brennenstuhl, librairie,

Meyringen.

### Cours de coupe gratuit

(système américain perfectionné)

dirigé par

Mme Jules CARRARA

Les outils indispensables sont

cédés au prix exceptionnel de

10 francs.

Chaque élève peut se con-

fectionner un costume pen-

dant le cours.

Inscriptions jusqu'au 15 novem-

bre aux librairies Tatin et Payot.

N.B. Il ne sera donné qu'un

seul cours. 5929

### RAISINS BLANCS

DU PIÉMONT

Caisnes de 5 kilos, à fr. 3.80.

2 Caisnes de 3 kilos, à fr. 3.50.

### CHATAIGNES

Sacs de 15 kilos, à fr. 4.50.

franco de tout port, contre rem-

boursement. n°3892-3865

Frères Bernasconi, Lugano.

### BANQUE CANTONALE VAUDOISE

5812. Le siège central et les agences reçoivent dès maintenant des  
dépôts à trois ans de terme, intérêt 3.50 % l'an.  
Lausanne, le 31 octobre 1891.

Le Directeur:

(Signé) Ernest Ruchonnet.

### Fabrique suisse d'uniformes, à Berne.

Le coupon de dividende n° 1 peut, dès à présent, être touché à notre  
caisse, à Berne, à 5 % pro rat. temp.  
Berne, le 1<sup>er</sup> novembre 1891. 5926

### VINS

de Bordeaux (A. de Luz & fils), de Bourgogne et du Beaujolais  
(en pièces et 1/2 pièces) prêts pour la bouteille.

### VINS DE TABLE

(garantis naturels.)

VIN ROUGE MONTAGNE, de France, à fr. 50.—

1<sup>er</sup> choix, à 55.—

Barletta, Italie, 55.—

Syracuse, 65.—

BLANC Etna, 55.—

Roumanie 1889, 60.—

Vins de La Côte, Lavaux, Villeneuve et Yverne.

### ECHANTILLONS SUR DEMANDE

Grand stock de vins fins et liqueurs d'importation en bouteilles.

CHEZ 5928

Robert MORELL, rue de Bourg 25, Lausanne.

### TÉLÉPHONE

### COMBUSTIBLES

HOUILLE FLAMMANTE, 1<sup>re</sup> qualité, pour cuisines.

HOUILLE BELGE, sans fumée, pour grilles de chambre.

ANTHRACITE NOISSETTE, spéciale pour calorifères inextin-

guibles.

COKE BLANZ et coke cassé de St-Etienne.

BRIQUETTES & LIGNITES 1<sup>re</sup> marque.

CHARBON DE BOIS DUR et lagon pour allumage.

BOIS en BUCHES ou coupé, sur commande. 5912

Dépôts: Rue Chanceray, rue Martharay et rue des Eaux.

Bureau: GARE DU FLON

Ramuz-Jaccoud.

### 2<sup>me</sup> FRAPPE EN ARGENT

### de la CHATELAINE DE JUBILÉ

Souvenir beau, ingénieux et patriotique. Cadeau

recherché pour dames, messieurs et la jeunesse.

Les ordres m'arrivant jusqu'au 15 novembre

seront exécutés au prix de Fr. 12.50. Plus tard le

prix sera de Fr. 15.— n°3614x-5927

### ORDRE

L. soussigné commet à M. C.-E. Dörlsch,

Zürich, châteleine de jubilé en argent,

oxydée ou blanc, au prix de Fr. 12.50 la pièce

et désire l'envoi contre remboursement du mon-

tant.

Endroit et date:

Signature:

Nul ordre avec adresse insuffisante ou illi-

ble ne sera exécuté.

Shades  
**LINOLEUM**  
Rapis de Liège  
Dépôt chez  
**HEER-CRAMER**  
ANCIENNEMENT  
LAUSANNE

En vente, à Lausanne, chez M.  
E. Dörlsch, nég., M. Feyler,  
pharm., M. Rehm, pharm., M. Ni-  
cati, pharm., Palud, M. Grandjean,  
pharm., M. E. Burnand, pharm.,  
M. Kuenzi, pharm., M. Hinderer,  
pharm., square de Gerolste, M.  
Morin, pharm. Ste-Croix, MM.  
Métrux et fils, nég.; Oron, Mar-  
mollod, nég.; Cossonay, Fontan-  
naz, pharm.; Vallorbes, Ador,  
pharm.; Granges-Marnand,  
Caramello, nég.; E. Desmeules,  
nég.; Lécours, Mitrux-Briod;  
Orbe, Clément, ph. Vevey, Aug.  
Caspari, pharm.; G. Narbel, phar-  
m., rue du Centre; Avenches, phar-  
macie Caspari, G. Pfeiffer, nég.;  
Montreux, Schmidt, pharm.;  
Sentier, Golay, houlanger; Cla-  
rens, Bührer, pharm.

### Vente de maison, à Lausanne.

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à

l'Hôtel de Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame

Louise Vuaden-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-

chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à

l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-

portant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur

quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre

de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-

riel-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

### SINAPISME RIGOLLOT

Moutarde en feuilles, INDISPENSABLE DANS LES FAMILLES.

Le plus Simple, le plus Comode, le plus Efficace des REVULSIFS

EXIGER LA SIGNATURE en rouge de l'inventeur

sur chaque feuille.

SE VEND DANS TOUTES LES PHARMACIES

DÉPÔT GÉNÉRAL: Avenue Victoria, 24. PARIS

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste

„13, au chien noir, Huguette 13“

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°317x-2322

chez J. ANDEL, droguiste